



26^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Point 3 de l'ordre du jour

Dialogue interactif avec le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, et avec le Rapporteur spécial sur le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint

Genève, le 11 juin 2014

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse salue la décision du Groupe de travail sur les droits de l'homme et les sociétés transnationales de placer un accent stratégique sur les plans d'action nationaux et d'avoir mis en place les consultations nécessaires. Il est essentiel d'augmenter la diffusion des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme au niveau global. La feuille de route proposée doit permettre de soutenir et guider les efforts en cours pour qu'ils livrent les résultats attendus et pour que les Etats s'attaquent rapidement à la mise en œuvre. L'élaboration d'un guide pour les plans d'action nationaux est donc clé. Nous aimerions toutefois demander au Groupe de Travail si la finalisation et la publication de ce dernier ne pourrait pas se réaliser plus tôt qu'en décembre 2016 ?

Nous considérons qu'il est nécessaire de maintenir le momentum de la mise en œuvre des Principes directeurs. Notre propre expérience nous a enseigné l'importance et la valeur de l'élaboration d'un plan national pour stimuler le dialogue entre toutes les parties prenantes, ce qui nous permettra d'atteindre l'objectif fixé qui est de le finaliser en décembre 2014.

Il est également important de poursuivre le travail visant la convergence entre les Principes directeurs et les différents instruments internationaux et cadres de gouvernance. Au cours de sa présidence des Principes Volontaires sur la Sécurité et les Droits de l'Homme entre mars 2013 et mars 2014, la Suisse a conduit un processus multipartite qui a abouti à l'adoption d'une stratégie à moyen terme pour cette initiative visant son alignement sur les Principes directeurs.

Finalement, nous aimerions exprimer notre soutien au Groupe de Travail et au renouvellement de son mandat, convaincus que les cinq experts sauront relever les défis identifiés.

Monsieur le Rapporteur spécial sur le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint, la Suisse vous remercie de votre rapport et de votre présentation.

Nous souhaiterions des précisions concernant la responsabilisation des acteurs privés comme facteur-clé pour la résolution du problème que représente la prolifération de la nourriture malsaine dans le monde.

Comme vous le mentionnez dans votre rapport, cette responsabilisation, ainsi que la mise en place de règles protégeant les consommateurs, peut représenter un risque pour les Etats en termes économiques, notamment en raison d'une potentielle baisse des investissements. Comment, selon vous, les Etats peuvent-ils amener les acteurs privés, et notamment les sociétés transnationales, à accepter une telle responsabilisation sans pour autant se voir économiquement pénalisés ? A notre avis et selon notre expérience, il convient de s'engager dans un dialogue avec les acteurs privés à ce sujet et à soutenir ceux qui s'engagent dans la promotion d'une alimentation saine.

M. Grover, la Suisse exprime sa reconnaissance pour votre travail en tant que Rapporteur spécial. Par ailleurs, elle souhaite souligner l'importance qu'elle accorde à ce mandat en raison de son fort potentiel dans le cadre du développement humain.

Je vous remercie.